

Edito | Gilets jaunes et horizon gris

Et maintenant? Comment apporter des réponses à cette colère populaire pour éviter que le pays ne sombre dans une sorte d'agitation permanente que l'on sent poindre? Pour faire en sorte que ce mouvement déclenché, en partie par des citoyens de bonne foi, ne donne lieu à des dérapages dont il ne fallait pas aller loin pour être témoin impuissant, ce samedi à la nuit tombée en tentant de traverser la Garonne, à Bordeaux? François Hollande présent à Lormont, ce 17 novembre, à l'occasion de la soirée d'hommage organisée pour les 50 ans de mandat parlementaire du sénateur Philippe Madrelle, l'a dit non sans raison: " il n' y aura pas d'avancées vers la transition écologique si elles ne s'accompagnent de mesures de justice sociale".

Laurent Berger, le secrétaire national de la CFDT qui avait fait prendre ses distances au syndicat, par rapport aux inévitables récupérations politiques du mouvement, appelle à une concertation avec les organisations professionnelles et syndicales. En l'occurrence, cet homme qui incarne la ligne réformatrice du syndicalisme, est conscient des risques encourus. Le pouvoir aurait grand tort de les minimiser, au prétexte que la taxation des carburants, officiellement décidée au nom de la nécessaire transition énergétique, n'est pas discutable. Et, ce ne sont pas les effets de menton du ministre de Rugy, sur le mode nous ne bougerons pas d'un pouce, qui calmeront le jeu.

Il ne suffira pas, non plus, d'un mea culpa présidentiel, d'un Emmanuel Macron avouant n'avoir pas " réussi à réconcilier le peuple Français avec ses dirigeants" pour apaiser ce climat d'activisme qui s'installe dans le pays et sera, de plus en plus, entretenu par des oppositions politiques qui y verront le plus grand intérêt à l'approche des élections européennes.

Face à cette colère populaire dont il était significatif d'observer qu'il réunissait, à la fois des jeunes et des personnes âgées, des ruraux et des périurbains, pour lesquels la voiture reste et restera, pour longtemps encore, plus qu'un moyen de transport, un outil de travail, le président et le gouvernement auraient tort de croire qu'ils pourront s'en sortir avec quelques mesures de circonstance, fussent-elles judicieuses sur le fond, comme cette prime à la conversion, serait-elle même augmentée. Et de penser, comme ce fût le cas avec les réformes votées dans la foulée de la présidentielle, l'an passé, que leur majorité parlementaire, aux ordres, les préservera d'une crise plus grave. Osons le dire, c'est d'une manière "d'Etats généraux" dont le pays a besoin. Et ce d'autant, ne craignons pas de le considérer avec lucidité, que les institutions de la V^e république ont amené à la tête de l'Etat un homme talentueux mais sans connaissance des ressorts de cette France profonde, toujours prompte à sortir de son lit.

Entendons-nous: par "Etats généraux" c'est d'abord d'une réactivation d'un système institutionnel qui ne joue pas, autant qu'il le faudrait, le rôle d'équilibre nécessaire à la crédibilité du politique, notamment auprès des jeunes, face au pouvoir central. Songeons, par exemple, au divorce actuel que celui-ci a laissé s'installer avec les collectivités: communes, départements, régions. Que des réformes y soient nécessaires, on peut le concevoir, mais elles doivent découler d'une juste appréciation de leurs missions. Au-delà des discours, ce n'est que trop peu souvent le cas. Et, ceci à un moment où des sondages nous apprennent que la moitié des élus communaux disent vouloir renoncer, alors qu'ils sont le lien premier avec le citoyen, tout à fait vital, pour la santé démocratique. La décentralisation, plus que jamais, doit être réactivée et renforcée avec des objectifs élevés pour répondre à des aspirations populaires, qu'il s'agisse des transports ou du soutien à une nouvelle donne environnementale. Les Gilets jaunes ont surgi dans le paysage comme le symptôme de la grande crise du politique. Le méconnaître ou en minimiser la portée reviendrait à laisser le pays s'installer dans une instabilité chronique, annonciatrice de réponses politiques extrêmes.



Joël Aubert

